

Consultations et recours à l'expertise des CHSCT dans le cadre de la réforme territoriale

Références :

- décret n°82-453 du 28 mai 1982 *relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique* ;
- décision du conseil d'Etat du 2 juillet 2014, Association autonome des parents d'élèves de l'école Emile Glay et Fédération Sud Education ;
- note de la DGAFP du 17 juillet 2015 *relative au rappel des dispositions relatives à la consultation obligatoire des CT et des CHSCT et leur application dans le cadre de la réforme territoriale*.

Dans quel cas le CHSCT doit-il *obligatoirement* être saisi ?

L'article 57 du décret cité en référence indique que les CHSCT sont consultés :

1° Sur les **projets d'aménagement importants** modifiant **les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail** et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou **de l'organisation du travail**, avant toute modification des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail ;

2° Sur les projets importants d'introduction de **nouvelles technologies** et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont **susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents**.

Le conseil d'Etat a précisé, dans la décision en date du 2 juillet 2014 citée en référence, que :

1/ d'une part, **le CHSCT ne doit être saisi que d'une question ou d'un projet concernant exclusivement la santé, la sécurité ou les conditions de travail** ;

2/ d'autre part, lorsqu'une question ou un projet concerne ces matières et l'une des matières énumérées à l'article 34 du décret du 15 février 2011 relatif aux comités techniques (CT), seul le CT doit être **obligatoirement** consulté.

La saisine du CHSCT ne revêt donc un caractère *obligatoire* que lorsqu'un projet important modifie les conditions de travail mais que le CT n'a pas été saisi de la même question.

Le conseil d'Etat a rappelé, cependant, dans la même décision, que l'administration a toujours la faculté de consulter le CHSCT.

La nouvelle organisation des services qui doit être mise en place dans le cadre de la réforme des régions aura très probablement des impacts sur la sécurité, la santé et l'organisation matérielle du travail des agents. Si le CT a déjà été saisi, la saisine du CHSCT ne revêt donc pas un caractère juridiquement obligatoire. Elle peut néanmoins s'avérer opportune pour des questions liées notamment aux modifications de temps et d'horaires de travail, de temps de trajet, de mise en place de modalités de travail à distance, d'aménagement de lieux de travail. Toutefois, si tel est le cas, cette consultation du CHSCT ne portera sur l'examen des projets que sous l'angle de leur impact en termes de santé, de sécurité et des conditions de travail des agents.

Le CT peut-il saisir le CHSCT ?

Aux termes de l'article 48 du décret du 28 mai 1982, le CT bénéficie du concours du CHSCT dans les matières relevant de sa compétence et **peut le saisir de toute question**.

Le conseil d'Etat a d'ailleurs précisé, dans la décision citée ci-dessus, que **le CT peut saisir le CHSCT de toute question qu'il juge utile**.

Le CHSCT est saisi à la demande écrite du président ou de la moitié des représentants du personnel ayant voix délibérative du comité technique.

Dans quels cas le CHSCT peut-il demander un recours à l'expertise agréé ?

L'article 55 du décret du 28 mai 1982 prévoit que le CHSCT « *peut demander au président de faire appel à un expert agréé conformément aux articles R. 4614-6 et suivants du code du travail* ». [Ce dernier s'applique donc, concernant certaines des modalités de réalisation de l'expertise, notamment en termes de délais]. Les cas de recours à l'expertise prévus par l'article 55 sont les suivants :

1° En cas de **risque grave**, révélé ou non par un accident de service ou par un accident du travail ou en cas de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;

2° En cas de **projet important¹ modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail, prévu à l'article 57 (voir ci-dessus)**.

Le chef de service ou d'établissement fournit à l'expert les informations nécessaires à sa mission. Ce dernier est soumis à l'obligation de discrétion.

Toutefois, contrairement au CHSCT du secteur privé, dans la fonction publique de l'Etat :

- **le recours à l'expertise relève de la décision de l'employeur qui peut la refuser**. La décision de l'administration refusant de faire appel à un expert doit être « *substantiellement motivée* ». Cette décision est communiquée au CHSCT ministériel. **En cas de désaccord** sérieux et persistant entre le comité et l'autorité administrative sur le recours à l'expert agréé, la procédure prévue à l'article 5-5 du décret du 28 mai 1982 peut être mise en œuvre (**recours à l'ISST puis à l'inspection du travail**) ;
- les frais d'expertise sont supportés par l'administration ou l'établissement dont relève le CHSCT. **Le choix de l'expert appartient à l'employeur et est soumis aux règles de la commande publique**.

Annexe : Note de la DGAFFP du 17 juillet 2015 *relative au rappel des dispositions relatives à la consultation obligatoire des CT et des CHSCT et leur application dans le cadre de la réforme territoriale*.

¹ Pour mémoire : le Conseil d'État, dans un arrêt du 29 décembre 2014 (n°366637), explicite la notion de « projet important » en application de l'article 57 du décret du 28 mai 1982 : « *le "projet important" s'entend de tout projet qui affecte de manière déterminante les conditions de santé, de sécurité ou de travail d'un nombre significatif d'agents, le critère du nombre de salariés ne déterminant toutefois pas, à lui seul, l'importance du projet* ».